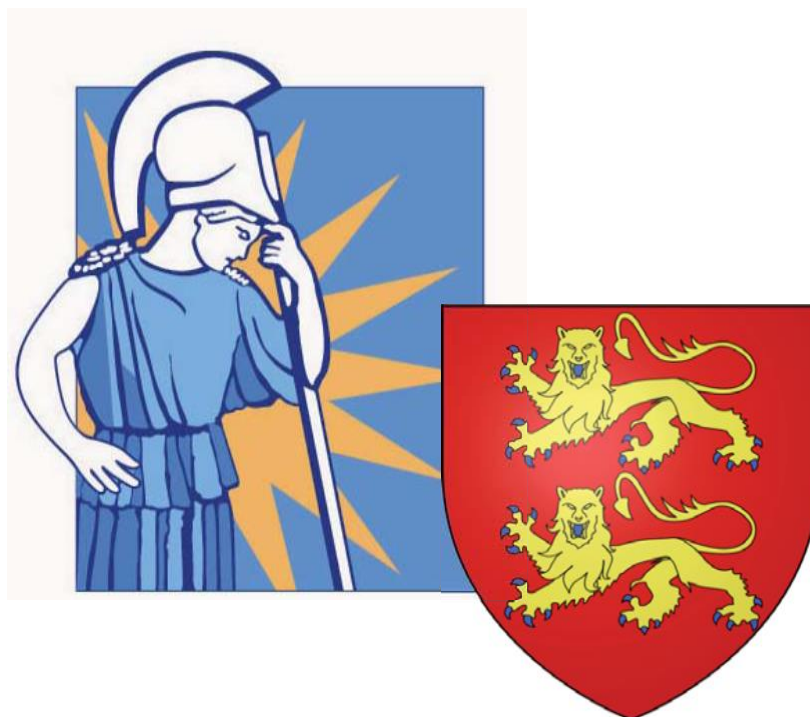


Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale

Année 2014 – 2015

Association régionale de Basse-Normandie (AR3)



Thème du sujet d'étude

La guerre demeure-t-elle la poursuite de la politique par d'autres moyens ou doit-elle désormais être considérée comme l'échec du Politique ?

ASSOCIATION DES AUDITEURS DE L'IHEDN BASSE-NORMANDIE

AR 3



Thème d'étude annuel 2014-2015

La guerre demeure-t-elle la poursuite de la politique par d'autres moyens ou doit-elle désormais être considérée comme l'échec du Politique ?

Comité de rédaction

Président : Christian MITTAUX

Coordination des travaux

Bernard QUIRIN

Contributeurs

Xavier DELBEQUE, Bernard QUIRIN, Christian MITTAUX, Michel COUTURIER
Ronan GUILLEMOT, Laurent HERBIGNIAUX, Jean-Marc YVON,
Jacques DREMEAU, Jean-Marie GOUSSIN

Rapporteur

Xavier DELBEQUE

Rapporteur suppléant

Bernard QUIRIN

Sommaire :

Introduction.....4

I - Les Politiques ont-ils toutes les clés en main6

Confronté à une typologie des conflits devenue fort complexe, le Politique a-t-il toutes les clefs en mains pour mesurer, gérer et surtout anticiper ? Il apparaît que le Politique est fort mal préparé par rapport l'extrême complexité des conflits dans le monde d'aujourd'hui

II - Prévenir les guerres, but ultime du Politique ?.....8

Le Politique peut-il agir sur les causes et les enjeux des conflits ? Et à supposer que le Politique puisse agir sur les causes des conflits, que faudrait-il entendre par prévention ?

III - Stratégies de paix ou stratégies de guerre, les Politiques sont-ils les seuls à en décider ?11

Qui est à l'œuvre dans la problématique de la guerre et de la paix ? Que deviennent les finalités de l'activité diplomatique ? Est-il raisonnable de continuer de parler d'échec lorsqu'on parle de la guerre ? Peut-on affirmer que la situation actuelle, -un monde extrêmement dangereux,- serait le résultat d'un échec de l'homme politique ?

Conclusion.....14

Est-il raisonnable de continuer de parler d'échec quand le Politique évoque la guerre ?

Notes annexes17

Introduction

"Vous aviez le choix entre la guerre et le déshonneur. Vous avez choisi le déshonneur, et vous aurez la guerre."

Winston CHURCHILL
à Neville Chamberlain, après les accords de Munich (30 sept. 1938)

La première partie de la question inspirée par la formule bien connue de Clausewitz s'interroge sur son actualité : les fondements de la formule de Clausewitz, à savoir que la Guerre s'inscrit dans la continuité de la politique, demeurent-ils ? La deuxième partie de la question envisage, à partir d'un moment (désormais) qui n'est pas défini une rupture, où la Guerre s'affranchirait du champ du Politique.

Pour Clausewitz¹ la guerre associe la passion meurtrière et aveugle des peuples, le jeu des probabilités et du hasard qui intéresse le commandement et enfin la raison politique, où la guerre est un instrument de la raison d'Etat. Cette subordination à la raison et donc à la politique des Etats entraîne, notamment dans les situations d'équilibre, une atténuation de la violence inhérente à la guerre. Dans ce cas, guerre et politique, deux polarités d'une même réalité, s'opposent et se complètent comme la violence et le dialogue, la force et la ruse, la démesure et la modération.

Guerre civile planétaire, génocides, hyper terrorisme caractérisent d'après René Girard la phase apocalyptique dans laquelle le monde serait entré depuis un peu plus de deux siècles. A partir de quel moment peut-on observer des situations dans lesquelles les éléments qui sont d'ordinaire associés à la violence aveugle pour limiter et canaliser son action seraient absents ou inopérants ? On pense spontanément à la guerre civile où l'objectif militaire – l'anéantissement - se confond avec sa finalité politique : entre politique et guerre il n'y a plus alors ni différence ni distance.

Mais l'abdication de l'intelligence calculatrice devant le délire de la violence et la recherche de l'anéantissement a aussi caractérisé l'Allemagne nazie. Dans ce dernier cas cependant, l'Etat était soumis au parti et à une idéologie qui faisait de la violence une vertu. Aujourd'hui, des coalitions affrontent non pas des peuples, des armées, ou des États, mais des nébuleuses politico-religieuses déterritorialisées aux formes d'action et aux hiérarchies mouvantes. Aujourd'hui encore, en Ukraine par exemple, un même conflit peut à des degrés variables et dans des modalités successives connaître la violence, le dialogue, la force, la ruse, la démesure et la modération.

Les génocides du XXe siècle en Europe (Allemagne, Ukraine), les mêmes génocides en Asie (Turquie, Cambodge) et en Afrique (Ruanda), les guerres civiles arabes et africaines, les attaques d'Al Qaeda et l'expansion de Daech, les combats en Ukraine nous amènent-ils à conclure à l'échec du Politique et donc à renoncer à appliquer une grille d'analyse rationnelle aux réalités d'aujourd'hui ? L'exceptionnel n'est pas irréal et peut entrer, au moins pour l'analyser, dans un cadre rationnel. Renoncer à exercer notre raison et notre intelligence pour déchiffrer la complexité du monde, accepter l'à peu-près, l'apparence, la confusion, et l'irrationnel serait une trahison de nos valeurs et, prélude à d'autres catastrophes, une première défaite

Longtemps, la guerre est apparue comme un moyen de vider des différends politiques que la diplomatie n'avait pu trancher. N'est-elle pas le dernier moyen pour décanter une situation politique et diplomatique inextricable ? La guerre et la diplomatie semblent liées, à tel point qu'il apparaît que chacune peut prendre le relais de l'autre. Et, en réalité, guerre, politique et diplomatie semblent indissociables. De là, à penser que la guerre s'inscrit dans le prolongement de la Politique, est-ce exagérer. La guerre, une perversion du Politique ?

Les peuples souhaitent-ils, ceci étant, la paix ? *A priori*, ils souhaitent « vivre en paix »... et à la réflexion, ce n'est pas tout à fait la même chose. Nous souhaitons vivre en paix comme nous souhaitons vivre en bonne santé. Mais s'il faut combattre pour préserver la paix, pourquoi ne pas prendre les armes ? Le Politique étant le représentant du peuple en démocratie, se doit de répondre au désir du peuple : donc, le Politique doit-il souhaiter lui aussi la paix ? En démocratie, le rôle du Politique est d'organiser le futur de la Nation (ou de la cité) afin d'améliorer ou *a minima* de préserver le mode de vie pour lequel il a été élu. Vivre « en paix » fait partie de ce mode de vie. Préserver un mode de vie face à la diversité du monde nécessite d'accepter l'existence d'un ennemi. Cacher cette vérité par des prises de postures pacifistes, souvent à des fins électoralistes ne serait qu'un écran de fumée (Le retour de Chamberlain après les accords de Munich), mais le retour au réel n'en est que plus brutal. En France et plus généralement dans les démocraties européennes, le rôle du Politique n'est donc pas d'assurer la paix à tout prix mais bien de préserver un mode de vie choisi et ancré dans des traditions millénaires. Préserver ce mode de vie à un prix, éviter la guerre, serait-ce un échec du Politique ?

Mais, avant de poursuivre, quel sens donner à ce mot, **le Politique** ? La question posée distingue deux occurrences du terme « politique », suivant qu'il est doté ou non d'une majuscule :

-Le mot « politique » désigne d'abord la politique-objet (en anglais *politics*), les relations politiques, la matrice dans laquelle la guerre se développe.

-La seconde occurrence « Politique », avec une majuscule désigne plutôt la conduite des affaires (en anglais *policy*), que Clausewitz désigne comme « l'intelligence de l'Etat personnifié », et cela dans le contexte des Lumières et en particulier de l'armée du roi-Sergent.²

Dans la mesure où la guerre est une relation politique (*politics*), elle demeure soumise à la volonté d'une intelligence conductrice, à l'intelligence du sujet politique, au Politique (*Policy*). Cette soumission soustrait la guerre à l'irrationnel du hasard et de la violence aveugle. La guerre serait finalement l'action politique par les armes, -dont la violence ne serait qu'un moyen-, soumise à l'intelligence de l'Etat imposant la régulation du calcul contre le hasard.

Les trois questions suivantes pourraient dès lors guider notre réflexion :

1. *Confronté à une typologie des conflits devenue fort complexe, le Politique a-t-il toutes les clés en mains pour mesurer, gérer et surtout anticiper ? Il apparaît que le Politique est fort mal préparé par rapport l'extrême complexité des conflits dans le monde d'aujourd'hui.*

2. *Le Politique peut-il agir sur les causes et les enjeux des conflits ? Et à supposer que le Politique puisse agir sur les causes des conflits, que faudrait-il entendre par prévention ?*

3. *Qui est à l'œuvre dans la problématique de la guerre et de la paix ? Que deviennent les finalités de l'activité diplomatique ? Est-il raisonnable de continuer de parler d'échec lorsqu'on parle de la guerre ? Peut-on affirmer que la situation actuelle, -un monde extrêmement dangereux,- serait le résultat d'un échec de l'homme Politique ?*

I - Les Politiques ont-ils toutes les clés en main ?

Confronté à une typologie des conflits devenue fort complexe, le Politique a-t-il toutes les clés en mains pour mesurer, gérer et surtout anticiper ? Il apparaît que le Politique est fort mal préparé par rapport l'extrême complexité des conflits dans le monde d'aujourd'hui

Les termes et les notions méritent d'être précisés : Guerre et paix, deux notions aux frontières très incertaines :

La guerre³ est l'ensemble des procédés violents visant à agir contre la volonté d'autrui, pour s'approprier des biens, éliminer une concurrence, ou encore pour imposer un modèle de société. Limiter la notion de guerre au conflit ouvert entre factions armées est un mensonge fréquent qui nie la simple logique de tout affrontement et démontre l'échec des hommes chargés de gérer les affaires publiques, erreur en général entretenue par des « Politiques » soucieux de masquer dans l'esprit du peuple ses propres turpitudes par minimisation systématique des risques et par la démonstration faussée que l'intérêt de l'homme passe par la faiblesse de lui accorder toujours plus de protection et de facilités. La guerre est une situation qui se déclare unilatéralement, aucun des protagonistes d'un conflit, qu'elle que soit sa forme et les modes d'action mis en œuvre, ne peut s'affranchir de la situation et nier être en guerre.

L'existence d'un adversaire et son engagement à notre détriment suffit à établir l'état de guerre. C'est le cas avec la criminalité organisée. La guerre est un conflit armé opposant au moins deux groupes sociaux organisés. Elle se traduit par des combats armés (soldats, résistants etc.) et implique directement ou indirectement des tiers (civils, employés etc.). Aujourd'hui le terme « de conflit armé » remplace souvent le terme de guerre. Les guerres « internes » ou guerres « civiles ». Guerres meurtrières où l'unique issue envisagée est l'anéantissement de l'autre et de ses alliés (y compris femmes et enfants). Ex : Conflits identitaires du Liban et de l'Ex-Yougoslavie, crise ivoirienne

Le conflit est une situation où les acteurs en interdépendance, soit poursuivent des buts différents, défendent des valeurs contradictoires, ont des intérêts divergents ou opposés, soit poursuivent simultanément et compétitivement un même but. Les conflits qualifiés de « frontaliers » ou de « transfrontaliers » opposent deux ou plusieurs pays ou groupes culturels ayant des frontières communes (Causes : origine des limites de territoires (ex : conflit israélo-palestinien ; guerres entre Soudan et Tchad), les questions de nationalité ou de l'accès aux ressources). Il apparaît que nous sommes désormais davantage confrontés à des conflits internes. Il convient donc alors de se demander si l'augmentation des conflits internes ne traduit pas un changement dans la manière de faire la guerre.

L'émergence de nouveaux acteurs (troupes non-étatiques, sociétés militaires privées) révolutionne les guerres et par conséquent les affaires militaires. La guerre telle qu'on la concevait semble de plus en plus improbable et laisse la place à des opérations ponctuelles de « police internationale ». Néanmoins, la distinction entre les notions de « guerre » et de « maintien de la paix » est de plus difficile à établir (ex : l'Irak). C'est donc l'asymétrie des postures et des tactiques tout comme l'asymétrie des enjeux qui constituent des nouveautés ; exemple la supériorité matérielle et technologique contournée par des stratégies en rupture avec les normes éthiques et les tactiques occidentales. On en a l'illustration avec la prise en otage de Palmyre par Daesh en Syrie.

En tout état de cause, la guerre peut et doit s'inscrire, nous dit Clausewitz, dans un champ rationnel qui se décline de trois façons :

- la volonté du Politique, qu'il faut examiner de façon rationnelle
- les calculs et les hasards des militaires, qu'il faut aussi rationaliser
- l'intelligence personnifiée de l'Etat, et à l'époque de Clausewitz, la guerre comme intelligence personnifiée de l'Etat trouve sa parfaite traduction dans la Prusse de Frédéric, II⁴. Clausewitz propose donc d'inclure dans la guerre dans un vaste champ de rationalité : la guerre, qui s'analyse rationnellement, et la Politique où peut aussi s'exercer un processus d'analyse rationnel⁵

Cette complexité conduit à faire cette observation s'agissant d'une éventuelle défaillance du Politique : s'il y a échec du Politique, est-ce par ignorance, ou bien s'agit-il d'une défaillance calculée ? La notion d'échec, parce que l'on ne veut pas voir la menace, ou bien parce que l'on ignorait la menace. En réalité, d'où le Politique tire – t-il son information ? Qui lui donne l'information ? Avons-nous des Politiques informés, des Politiques qui savent s'informer ? Peut-il y avoir parmi eux des ignorants ou bien des incompetents ?

Est-ce le Politique qui est défaillant si sa formation est incomplète en ce domaine, si difficile des conflits, ou bien est-ce le parti auquel il se rattache ? Si le Politique est défaillant, est-ce lui qui n'a pas voulu s'informer ou bien l'information ne lui est-elle venue que de manière déformée, ou bien trop tardivement ? En d'autres termes, face à des conflits complexes, les Politiques sont-ils à même de bien évaluer la menace et de concevoir ensuite la réponse la mieux appropriée ? Qui plus est, la mondialisation force les Politiques, non pas forcément à prendre des décisions rapidement, mais à évaluer et réévaluer en temps réel des menaces à la surface d'un monde globalisé.

Comme le rapport au temps et la relation aux espaces ont modifié les paramètres de l'action politique : le Politique est passé de territoires stables et de frontières mentales claires à un monde extrêmement mobile avec la nécessité d'ajustement permanent en ce qui concerne les réponses les meilleures face aux menaces les plus diverses possibles.

Or, le Politique n'est pas forcément le mieux placé pour percevoir les enjeux, pour comprendre qui « tire les ficelles » dans une région ou un théâtre d'opération donné. Le monde très vaste du Renseignement lui échappe en grande partie tout comme celui des réseaux en tous genres aux diverses échelles. Il ne s'agit pas de parler de défaillance ou d'échec du Politique mais de formation du Politique, par les paris ou le système d'éducation-formation.

Le nouveau visage de la terre ayant modifié les enjeux et les formes des conflits sans que le Politique ait forcément changé de la même façon, on ne parle plus d'échec du Politique ou de défaillance des élus, mais de la difficulté d'une nation tout entière pour comprendre les nouvelles menaces dans un espace globalisé. Et notamment cette question : la représentation nationale a-t-elle la formation et l'information suffisante pour être en mesure d'agir ? Or, là où le Politique est absent, le spécialiste prend sa place.

Cependant, le gouvernement par les experts, par les meilleurs, par les personnalités les plus qualifiées de la société civile n'est pas forcément le meilleur des gouvernements. S'agissant de la guerre et de la paix, pourrions-nous accepter d'être dirigés par des spécialistes, par des experts en lieu et place du Politique ?

Il revient donc à la Nation à son Ecole, aux Partis, d'assurer la formation des Politiques en matière de défense, en matière d'évaluation des risques et des menaces.

II - Prévenir les guerres, but ultime du Politique ?

Le Politique peut-il agir sur les causes et les enjeux des conflits ? Et à supposer que le Politique puisse agir sur les causes des conflits, que faudrait-il entendre par prévention ?

Complexes et multiples, les conflits ont pour origines des déséquilibres économiques, des divergences politiques et institutionnelles. Les conflits tirent également leurs sources d'ambitions géopolitiques ou géostratégiques). Dès lors, pour le Politique, les moyens efficaces pour prévenir les crises consistent à réduire l'impact des facteurs de risques :

- Efforts internationaux visant à réglementer le commerce des ressources qui alimentent les conflits (pétrole, diamants etc.)
- Tentatives pour endiguer la circulation illicite des armes légères et la prolifération des armes nucléaires, chimiques, biologiques
- Efforts de lutte contre les cultures illicites, le trafic de drogue et la toxicomanie
- Mesures visant à réduire la dégradation de l'environnement, avec des retombées économiques et politiques
- Mettre en place des cadres réglementaires internationaux

Aux yeux du Politique, les causes des guerres sont souvent

- des réflexes identitaires et religieux,
- la monopolisation du pouvoir,
- le manque de justice sociale,
- la marginalisation de certains composants sociaux,
- l'accès à des ressources tout comme la domination économique,
- la non sécurisation et la porosité des frontières

La notion de prévention se résume alors à un ensemble de mesures et d'actions pour éviter le déclenchement d'un conflit et pérenniser l'équilibre social politique et économique.

A l'échelle mondiale, la prévention des conflits est l'une des principales obligations énoncées dans la Charte des Nations Unies et la responsabilité première incombe à cet égard aux Politiques. Aux échelles régionales, c'est avant tout aux Politiques qu'il incombe de prévenir les conflits, les structures régionales et sous régionales devant concourir à l'élaboration d'une stratégie globale de prévention des conflits.

La culture de la prévention commence à s'implanter et des progrès considérables ont été accomplis, en dehors des Politiques. Dans ces conditions, il s'agit, pour le Politique, de prendre en compte le potentiel de l'action préventive à plusieurs échelles en étudiant l'ensemble des aspects qu'ils soient opérationnels et ou structurels. A supposer que le Politique soit suffisamment formé pour cela.

Le rôle du Politiqué est aussi d'anticiper : examiner les moyens susceptibles de renforcer les normes et les institutions en veillant à ce que l'action préventive ne soit pas source d'injustices, qui constituent la majorité des guerres d'aujourd'hui, la guerre devant être considérée comme l'option la moins engageante.

Penser que la guerre est un moyen de la Politique, cela ne signifie pas forcément que la Politique ait un fondement guerrier. Avant d'affirmer que la guerre ne serait qu'une perversion de la Politique, encore faut-il s'interroger sur cette idée d'une paix perpétuelle qui sera l'alpha et l'oméga de l'attitude politique : l'idée d'une paix que nul ne viendrait rompre est-elle seulement réaliste ?

Si l'on admet que la paix perpétuelle est une utopie, peut-on toujours faire prévaloir la diplomatie sur la guerre ? Ne serait-ce pas alors un leurre ? Mais si l'on consent à dire que la paix est belle et que la paix perpétuelle vaut la peine d'être pensée, ne peut-on pas non plus espérer que le Politique fasse que la paix l'emporte sur la violence guerrière ? De l'homme politique ou du militaire, qui doit orienter le plan de guerre, étant observé que la multiplicité des points de vue nuit à la cohérence de la guerre ? C'est la fameuse phrase de Clémenceau affirmant que la guerre était une chose trop sérieuse pour être confiée à de militaires, et c'est aussi l'attitude de Truman lorsqu'il limoge le commandant en chef du Pacifique, Mac-Arthur, lequel se répandait dans la presse en promettant de raser les villes chinoises au moyen de l'arme nucléaire. Truman réaffirme le rôle du Politique.

S'il peut être discuté au sujet de savoir si l'idéal d'une paix perpétuelle relève de l'utopie, il faut néanmoins admettre que l'histoire nous garde d'une autre utopie : la guerre ne disparaît pas. Cette idée a été formulée : c'était celle de Francis Fukuyama selon lequel l'histoire prendrait fin, avec la fin de la guerre froide. En effet, selon cet historien, l'histoire, c'était surtout l'étude des guerres, et cette idée que la progression de l'histoire humaine, envisagée comme un combat entre des idéologies, touchait à sa fin avec le consensus sur la démocratie libérale qui tendait à se former après la fin de la guerre froide. Une idée qui n'a pas vécu bien longtemps. Le risque de guerre ne pourra jamais disparaître. Oui, l'histoire nous garde de cette autre utopie : la fin de la guerre.

Aussi le Politique se doit en permanence d'être vigilant, d'éviter le « somnambulisme » ou la cécité et bien sûr de se garder autant de ses amis que de ses ennemis. Le Politique peut ainsi se définir comme une prise de conscience de la nécessité de maîtriser les poussées violentes par la compréhension, l'organisation, la vigilance, la régulation, la dissuasion, et,.... et la défense.

Le Politique dit moderne, motivé par le bien commun tout en respectant les libertés individuelles et la Justice doit œuvrer non seulement pour la survie des peuples, mais aussi pour leur protection dans le cadre des principes démocratiques. Le Politique transforme ainsi la violence en autorité légitime avec comme glaive non plus celui de la force brute mais celui de la force publique et de la justice, et cela en s'appuyant sur le Droit. C'est ici l'occasion de relire l'une des célèbres *Pensées* de Pascal, « savoir Justice, force » :

Il est juste que ce qui est juste soit suivi ; il est nécessaire que ce qui est le plus fort soit suivi. La justice sans la force est impuissante ; la force sans la justice est tyrannique. La justice sans force est contredite, parce qu'il y a toujours des méchants. La force sans la justice est accusée. Il faut donc mettre ensemble la justice et la force, et pour cela faire que ce qui est juste soit fort ou que ce qui est fort soit juste. La justice est sujette à dispute. La force est très reconnaissable et sans dispute. Aussi on n'a pu donner la force à la justice, parce que la force a contredit la justice et a dit qu'elle était injuste, et a dit que c'était elle qui était juste. Et ainsi, ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, on a fait que ce qui est fort fût juste.

Aujourd'hui, le Politique dispose de bien d'autres moyens pour s'opposer ou contenir les poussées de violence tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'Etat dont elle émane. Nous sommes plus à l'époque de Pascal, où il fallait s'en remettre à la Justice du roi, à la Justice du plus fort, avec le risque d'une violence injuste au nom du plus fort, qu'il soit juste ou injuste⁶.

En particulier, le Politique a à son service, au-delà de séparation des pouvoirs, la dissuasion, la diplomatie, le droit international, le droit local et si nécessaire, les forces de l'ordre et l'appareil de défense. En cas de menace sur les intérêts vitaux de la nation, donc mettant en péril le mode de vie de la cité, le véritable échec du Politique serait justement de refuser de payer ce prix et de ce fait, fuir le conflit. Dans ce cas, le peuple devient inéluctablement une « victime » de la guerre.

III - Stratégies de paix ou stratégies de guerre, les Politiques sont-ils les seuls à en décider ?

Qui est à l'œuvre dans la problématique de la guerre et de la paix ? Que deviennent les finalités de l'activité diplomatique ? Est-il raisonnable de continuer de parler d'échec lorsqu'on parle de la guerre ? Peut-on affirmer que la situation actuelle, -un monde extrêmement dangereux,- serait le résultat d'un échec de l'homme politique ?

Le Politique ou bien le militaire ? Si le responsable politique décide de la guerre, ce sont tout de même les militaires qui orientent les plans de guerre. Et, sur la difficile question de savoir qui, du Politique ou des Etats-Majors, doit définir la stratégie, puis la tactique, enfin, fixer des moyens, chacun sait que le résultat tient d'une subtile relation que nouent les militaires hauts fonctionnaires et des Politiques devenus spécialistes des questions de défense. En sorte qu'il est malaisé de tracer une frontière entre le monde militaire et le monde politique, sans oublier que la politique se décline à une multitude de niveaux, du simple maire jusqu'aux membres d'une Commission de Défense. III. S'il est vrai que qu'il a existé des hommes de paix (Jean Jaurès, il y a eu aussi des hommes de guerre, des hommes terriblement responsables de la guerre, ainsi André Delcassé

« Voici que soudain, je vis le petit nain (Delcassé, ministre des Affaires étrangères) grandir, s'égaliser à Bismarck, il parlait, il évoquait tout son passé. Il me semblait que je voyais travailler la petite araignée dans les fils de laquelle l'Allemagne venait de se jeter. Pour la première fois, j'ai senti la guerre : je l'ai vue inévitable ... il m'apparut alors brusquement comme l'élément principal de la situation. L'Allemagne ne pouvait plus vivre dans le monde qu'il avait fait, trop étroit pour sa croissance, et je compris pour la première fois que, depuis Bismarck, nul n'avait eu sur les événements de l'Europe un influence égale à celle de ce petit homme, qui ne recevait pas les ambassadeurs français, ignorait le Parlement et vivait dans son œuvre.

Abel FERRY, Sous-secrétaire aux Affaires étrangères,
Carnets secrets, 30 juillet 1914, page 25

Le Politique se doit en permanence d'être vigilant, d'éviter le « somnambulisme » ou la cécité ; Mais, indépendamment du Politique, de nombreux acteurs peuvent contribuer aux stratégies de paix et de guerre. Ces acteurs vont de l'Organisation des Nations Unies et autres organisations internationales et régionales au secteur privé et à la société civile.

Si nous nous replaçons au Moyen-Age, à une époque où la violence féodale et les guerres privées dévastaient l'Occident, l'acteur principal pour ce que nous appellerions aujourd'hui unie stratégie de paix, c'étaient l'Eglise, à la fois relai politique des pouvoirs et acteur de la paix de Dieu. Or, si on relit d'un des tout premiers serments de paix que les évêques de la première province de Lyonnaise et de Bourgogne font prêter aux chevaliers sur les reliques lors du concile de Verdun sur le Doubs, en 1069, et on se rend compte du caractère extrêmement fragile de ces premières « stratégies » de paix (voir passages en non-italiques)

« Je n'attaquerai pas le clerc ou le moine, à moins qu'ils ne soient armés, sauf si le flagrant délit est tel que j'aie de bonnes raisons de le faire. (...) »

Je ne saisirai pas le paysan ni la paysanne, ni les serviteurs ni les marchands. Je ne volerai pas leurs deniers, je ne les rançonnerai pas, je ne leur volerai ni ne détruirai leur avoir, et je ne les fouetterai pas. (...)

Je n'incendierai pas et je ne détruirai pas les maisons, sauf si j'y ai trouvé un chevalier de mes ennemis en armes, ou un brigand, et sauf si elles jouxtent un château. (...)

Je ne détruirai pas le moulin, je ne prendrai pas le blé qui s'y trouve, sauf si je suis en expédition militaire.

Au voleur public et avéré, je n'accorderai ni ma protection ni mon soutien. (...) J'observerai tout cela à partir d'aujourd'hui, fête de saint Jean- Baptiste, pendant les sept ans à venir »

Aujourd'hui, si nous voulons identifier des techniques de gestion des conflits, nous pouvons distinguer entre :

- des techniques traditionnelles pour réveiller les formes d'alliance de parenté symbolique entre les populations communes installées aux frontières, ou pour engager dans les lieux de conflits frontaliers les différents types d'arbitrages, et,
- des techniques modernes de gestion des conflits où plusieurs recours sont employés : soit le recours à la voie diplomatique par la médiation offerte ou sollicitée, soit recours à une force d'interposition et à des observateurs.

Au cœur de cette gestion des conflits, on comprend très vite que le Politique partage la décision et l'évaluation de la dangerosité avec d'autres acteurs. Certes ce n'est plus comme hier la seule Eglise de Rome, quoi que les accords de Nouméa, en 1984, furent le résultat d'une médiation à la fois des Eglises protestantes et catholiques et des représentants de la Libre Pensée ; nous savons qu'à présent, ce sont des gouvernances plurielles qui sont à l'œuvre dans la résolution des conflits et la prévention de la guerre. Et si la gestion des conflits demeure si problématique, c'est bien parce que le Politique doit faire appel à ces autres acteurs : ONG, implication des populations, et, cultures de paix diffusées par des courants ou bien des associations. Il n'est pas seul.

Par cultures de paix, il faut comprendre un ensemble de valeurs, d'attitudes et de modes de comportement et de vie qui rejettent la violence et préviennent les conflits en s'attaquant à leurs causes profondes afin de résoudre les problèmes par le dialogue et la négociation. Or, aujourd'hui, le Politique est dans l'obligation d'associer à la réflexion sur la paix et la guerre cet autre acteur que sont les cultures de paix.

Si le Politique n'a pas toutes les clefs en main, il reste néanmoins le pivot de la décision, placé qu'il se trouve au centre d'un système décisionnaire pluriel. En sorte que si le Politique n'est effectivement pas seul au cours de la réflexion qui précède la décision, il reste cependant celui qui décide, seul, et sa place reste par conséquent primordiale

Si, à côté du Politique, de nombreux groupes de par le monde, de par leur philosophie même, jouent un rôle important pour ce qui est de promouvoir le dialogue et les comportements pacifiques en opposition à la violence, avec des chefs religieux en particulier, qui ont un rôle spécifique à jouer, c'est néanmoins le Politique qui décide des mesures structurelles afin d'éviter le risque de guerre, ou contraire d'aggraver la tension existante :

- exclure ou non une partie de la population des organes décisionnels et des institutions, ou encore de la structure de dialogue
- respecter ou non la diversité économique, sociale et culturelle mise à mal par un conflit

De telles mesures constituent des actes éminemment politiques constitutifs de la paix sociale ou bien de la persistance de l'état de guerre. Et ces mesures sont fondamentalement du ressort du Politique.

Enfin, ce sont les Politiques qui mettent en œuvre les institutions dont le rôle est de régler les conflits sans recourir à la violence. Le Politique se situe, bien dans ces conditions au cœur de l'élaboration d'institutions et de processus conduisant à une culture de paix. Le refus des Républicains, notamment Cabot Lodge aux Etats-Unis d'entrer à la SDN, ou bien au contraire la très forte implication des Politiques américains au lendemain de la guerre (William Clayton, Georges Marshall, et Truman) soulignent l'immense responsabilité des Politiques dans la mise en œuvre de stratégies qui peuvent conduire à la guerre ou bien qui mènent à la paix. Mais si ce sont bien les Politiques qui prennent les décisions, celles-ci sont prises dans le cadre d'institutions et donc, dans un contexte beaucoup plus large qui inclut l'opinion publique et les médias.

Là donc, se situe l'espace du Politique qui est de la concertation, dans le cadre des institutions et avec désormais une grande quantité d'acteurs. Pour qu'une action préventive soit effective, elle doit être forcée »ment conçue de manière concertée. Les Politiques le savent : aucun Etat ni aucune organisation, ne peut agir seul. Dans les pays sujets aux conflits, il est parfois nécessaire de faciliter au niveau national un large dialogue participatif et un processus de recherche du consensus afin de parvenir à une vision commune de l'avenir. Dans ce contexte, les médias disposent de moyens considérables pour influencer le débat et déterminer les questions qui requièrent la plus grande attention.

Le Politique décide seul mais il est très loin d'être seul : si pour la prévention de la guerre et l'élaboration d'une stratégie de paix, le Politique recherche évidemment l'appui des médias, il doit encore se rapprocher des autres groupes sociaux :

- les femmes : elles conservent un rôle primordial dans le tissu social de nombreux Etats.
- la jeunesse : les conflits doivent être gérés avec les jeunes générations pour éviter qu'elles alimentent le cycle de la violence.
- les représentants de la société et les autorités religieuses qui sont d'importants partenaires pour la paix, souvent indispensables dans la diplomatie parallèle et interpersonnelle.
- enfin, les réseaux de la société civile qui constituent d'importants catalyseurs collectifs.

Ce que l'on appelle communément de nos jours «la société civile » tient donc, aux côtés du Politique, un rôle de premier plan dans la prévention des conflits. La diplomatie que conduit alors le Politique consiste alors à organiser ces relations intergroupes, internationales, en ménageant les susceptibilités, en cherchant des terrains d'entente, c'est à dire en cherchant à convaincre un groupe tiers d'accepter de la meilleure grâce ce que la partie adverse souhaite lui imposer.

Dans le contexte français, le Politique est très loin d'être démuné : il dispose surtout d'outils extrêmement puissants qui sont en particulier:

- la réflexion et l'anticipation stratégique⁷ au travers du Livre blanc
- l'esprit de Défense au travers du parcours scolaire, en particulier au collège et au lycée
- la résilience associée à la détermination démocratique car nous évoluons dans un principe de durée et de mémoration.

Conclusion

Est-il raisonnable de continuer de parler d'échec quand le Politique évoque la guerre ?

Nous pourrions argumenter de cette manière : « De tous temps on observe que la violence habite non seulement la nature mais aussi la nature humaine ». Mais, nous savons que si nos conclusions s'en tiennent là, à estimer que l'homme, « de tous temps », a fait la guerre et qu'il la fera, certes ces quelques lignes n'auront pas beaucoup servi.

Alors nous allons ajouter qu'aucune société n'a échappé à la violence. L'homme doit chercher en permanence à retenir cette violence sociale pour se protéger lui-même ainsi que ses proches, et essayer de vivre en paix. Une paix relative toute relative d'ailleurs. Comme a pu s'en rendre compte au travers des efforts de l'Eglise pour instaurer la paix au Moyen-âge, la paix revêt un caractère particulièrement fragile. La situation de ni guerre ni paix en Ukraine et dans bien endroits dans le monde est-elle si différente ? De là, à parler de l'échec du Politique ? Il y a cette violence, qui est là, et l'Eglise qui, malgré toute sa puissance parvenait difficilement à y mettre fin, avec donc, toute sortes d'exceptions.

Est-ce alors un échec lorsqu'on parle de « guerre » ? Tout dépend bien sûr des objectifs du Politique : si ceux-ci sont de rester à tous prix dans un état de paix, il s'agit d'un échec patent et programmé, car s'est alors faire peu de cas de la volonté de la partie adverse qui est de vaincre par tous les moyens. C'est au moins deux fois, au cours du siècle dernier, le comportement de Politiques qui ont conduit la France dans les plus dures guerres de son histoire, notamment en « choisissant le déshonneur plutôt que la guerre » – et acquérant la guerre malgré tout – ne reconnaîtront jamais leur échec, sauvés par un autre bord politique contraint de prendre les affaires en mains et conduire les opérations de guerre pour y mettre fin au plus vite, par la victoire d'ailleurs. On le voit, "le Politique" n'est pas un être unique, il y a des hommes politiques pour lesquels la guerre est un échec qui leur est directement imputable (politique idéaliste et utopique pré-conflits mondiaux, mais il en est d'autres hommes pour qui la guerre est une nécessité incontournable et héritée.

Il ne peut être relevé de notion d'échec pour qui gère une telle situation. *A fortiori* si la gestion du conflit conduit à la restauration, *a minima*, de la situation de sérénité antérieure du peuple dont ils ont la charge. La guerre ne se présenterait alors comme un échec du Politique que quand Il la perdrait. Dans ce cas précis, le Politique n'aurait pas su (ou voulu) anticiper la guerre (préventive), ou bien la préparer (budget, engagements ponctuels), la conduire (volonté)... et plus généralement, assumer l'ensemble de la politique militaire de la Nation. C'est, par exemple, la douloureuse question du Front Populaire dans les années 1937-1938. Eussions-nous gagné la guerre que la perception serait devenue tout autre. En réalité, le politique est-il toujours en mesure de refuser la guerre ? Pour le Politique, accepter la sujétion d'autrui, en l'espèce, le bellicisme d'Hitler, c'était accepter l'échec. Chamberlain veut croire à la paix....

Après la guerre perdue, le retour à une paix des armes ne signifie pas pour autant de vivre « en paix ». Pour s'en convaincre, il suffit de prendre connaissance des témoignages des peuples occupés. En relisant la Charte des Nations-Unies qui tient compte de l'échec de la Société des Nations (SDN), on découvre soudain que la guerre est la meilleure alliée de la diplomatie, dans le cadre du droit international.

L'avancée du droit international et de la justice pourra-t-elle parvenir à stopper les guerres sur la planète ? La réponse est connue : les limiter sans doute, les stopper non. Si l'Etat de droit conduit par les Politiques a régulé la vie en société, freiné la violence, il n'a pas pour autant fait disparaître cette violence qui ressurgit sous différentes formes à la moindre occasion.

C'est à partir de ce phénomène essentiel de la violence, au sens ontologique du terme, que s'est construit en réalité le Politique. Dans l'Antiquité grecque, c'est la *polis*, qui à l'origine, met fin à l'*ethnos*, c'est-à-dire au désordre de la tribu. La Cité grecque, telle que définie par G. Glotz et Fustel de Coulanges, puis J-P Vernant apporte sinon la paix, du moins l'encadrement Politique d'une violence initiale, qui fait redouter le chaos. *Polis*, *ethnos*, ces deux mondes s'opposent ; si la *polis*, tout à la fois territoire et mode d'organisation, n'empêche pas la guerre, certes, du moins régule-t-elle la violence entre des Cités-Etats. La *polis* met fin à la *stasis* (le désordre des tribus, or, rien n'était moins pire chez les Grecs qui cultivaient ce goût de la mesure et de l'équilibre. C'est ainsi qu'au moment des Jeux Olympiques, les cités envoyaient des théores pour proclamer la trêve interétatique et interrompre temporairement la guerre. La Politique, l'art de gouverner les affaires de la *polis*, c'est donc dès le départ, cette capacité à prononcer l'état de guerre et l'état de paix entre des cités-Etats. C'est dire la place centrale du Politique, en l'espèce l'archonte polémarque qui partage la décision avec l'archonte stratège. Ici, s'écrit l'histoire de Périclès, maître de parole, de guerre et de paix, terrorisant la foule, et imposant sa stratégie. Quelle meilleure illustration de la réussite du Politique ?

Plus proche de nous, considérons à présent Lénine : selon lui, la mise à disposition des moyens militaires à des fins Politiques est légitime : la lutte des classes implique en effet le recours à la violence, au service des objectifs Politiques de la révolution alors même que le marxisme léninisme se veut pacifique. Il s'agissait pour Lénine de préserver par tous les moyens un mode de vie auquel doit aboutir la révolution marxiste-léniniste, mais aussi de pouvoir exporter cette révolution mondiale que constituait cette première conquête du pouvoir par le prolétariat. Dans une perspective léniniste, il n'est donc pas question de considérer la guerre comme un échec du Politique : bien au contraire, la guerre, c'est ce qui allait permettre de préserver la meilleure communauté politique possible. L'échec du Politique, au contraire, se serait situé dans son incapacité, précisément à préserver le mode de vie, le « vivre en paix » selon le projet de Marx.⁸

Il nous faut ainsi, très modestement revenir à cette Prusse du XVIII^e siècle, à Frédéric II, à Clausewitz qui nous propose ceci : “*La guerre n'est qu'une partie des rapports politiques, et par conséquent nullement quelque chose d'indépendant*”⁹

Les frontières entre guerre et paix sont des frontières ouvertes, beaucoup plus qu'elles ne l'étaient à l'époque de Clausewitz où Héraut d'armes venait solennellement déclarer la guerre, voire délimiter un théâtre de la guerre, comme au XV^{ème} siècle, on traçait un carré symbolique pour organiser une joute rituelle. Aujourd'hui, les frontières entre ce qui guerre et paix sont plus incertaines : où finit la guerre, où commence la paix.

Et c'est précisément parce qu'il existe comme une incertitude entre ce qui est guerre et ce qui est paix que le Politique trouve toute sa place. La guerre fait en effet partie de l'espace du Politique parce que :

- le Politique maintient la paix : *peace keeping* ; le Politique a-t-il été défaillant s'il n'est pas parvenu pas à faire autre chose que de faire cesser le feu et de séparer simplement les belligérants ?
- le Politique fait la paix : *peace making* ; le Politique a-t-il donc été défaillant s'il a réussi à installer un état prolongé de non-belligérance permettant le retour à une vie civile normale ?
- le Politique construit la paix : *peace building* ; pourrait-on soutenir que le Politique aurait été défaillant quand il construit avec patience et raison la paix économique, sociale, religieuses= avec les autres acteurs d'une société politique plus vaste ?¹⁰

La guerre, extrême recours contre la violence extérieure ou intérieure mettant en danger les intérêts fondamentaux de l'Etat ou des populations, n'apparaît plus tout à fait comme un échec de responsables politiques, parfaitement conscients mais bien comme une légitime défense incontournable. La guerre sera alors comprise comme la dernière arme opposable à la violence lorsque tous les autres moyens pacifiques auront été utilisés. Ainsi cette violence extrême qu'on appelle la guerre, n'est-elle le prix que l'Autorité Politique s'apprête ou ne s'apprête pas à payer pour sauvegarder la paix.

NOTES ANNEXES

- ¹ CLAUSEWITZ (Carl von) : *De la guerre*, traduction et préface de Nicolas Waquet, éditions Rivages poche, collection Petite bibliothèque, 2006 ; (un livre écrit entre 1816 et 1830, et compilé après 1832 par son épouse) ; nombreuses autres traductions par : Denise Naville, collection « Arguments », éditions de Minuit, 1955 ; le lieutenant-colonel De Vatry, édition complétée et révisée par Jean-Pierre Baudet, volume relié, Champ Libre, 1989 ; Laurent Murawiec (édition abrégée), collection « Tempus », éd. Librairie Académique Perrin, 2006 ; et Jean-Baptiste Neuens, Paris, Astrée, 2014.
- ² FREUND (Julien) : Guerre et Politique de Karl von Clausewitz à Raymond Aron, *Revue française de sociologie*, 1976, volume 17, n° 17-4, pp 643-651
- ³ TERTRAIS (Bruno), *La guerre*, PUF ; collection QSJ ? n° 3866, 1^{ère} édition 2010, 2^{ème} édition 2014
- ⁴ VON CLAUSEWITZ (Carl von) : *Théorie du combat*, préface de Thomas Lindemann, avant-propos de Hervé Couteau-Bégarié, Economica et centre de recherches de saint-Cyr Coëtquidan, 1998, 106 p. où CLAUSEWITZ tente, en 1810-1811 (dans son cours à Kriegssademie), d'examiner « la tactique ou théorie du combat » à la lumière des guerres napoléoniennes. Pour une approche historique, voire TULARD (Jean) : *Napoléon, chef de guerre*, Tallandier, 2012, 378 p.
- ⁵ DURIEUX (Benoît) : *Relire de la guerre de Clausewitz*, Economica, 2005
- ⁶ La notion de « guerre juste » est au cœur des préoccupations philosophiques dès l'Antiquité (Cicéron, *De Officiis* 1.11.33–1.13.41), et surtout des chrétiens : au Moyen-âge, surtout Thomas d'Aquin et St-Augustin (*Paix et guerre selon saint Augustin*. Paris, Migne, 2010 (éd. Pierre-Yves Fux, coll. « Les Pères dans la foi, 101 ». 212 p.), et, plus récemment à l'époque contemporaine, l'encyclique *Pacem in Terris* de Jean XXIII. Sur cette question qui n'est plus exactement celle du devoir annuel, et que nous pouvons développer, nous renvoyons : 1°) à WALZER Michael : *Just and unjust Wars*, 1^{ère} éd ; 1977, Basic Books, 2^{ème} éd. 1992, traduit chez Belin, 1999, puis chez Gallimard, 2006, collection « Folio-Essais » 677 p., qui reprend, sous le titre *Guerres justes et injustes, argumentation morale avec exemples historiques*, la vision traditionnelle attribuée à Thomas d'Aquin d'une séparation entre le "Jus ad Bellum", le "Jus in Bello" et le "Jus post Bellum", 2°) à la thèse du Lieutenant-Colonel CARIO (Jérôme) : *Le droit des conflits armés ou la limitation de nuire dans ses règlements et ses moyens*. Thèse de doctorat 2001. L'auteur, philosophe de formation et professeur en droit des conflits armés à l'ESM St-Cyr.
- ⁷ Pour aller plus loin, en ce qui concerne la stratégie et dans une littérature assez vaste, le mieux est de se reporter d'une part au livre fondateur de HART (Basil H. Liddell) : *Stratégie*, 1^{ère} édition 1954, traduit chez Perrin, en 1998, avec une longue préface (63 pages) du Général Poirier, et d'autre part au livre du Général BEAUFRE (André) : *Introduction à la stratégie*, Armand Colin, 1963, (avec une préface du Capitaine HART, réédité en 1998 chez Hachette, littératures, avec cette fois avant-propos de Thierry de Montbrial.

⁸ Lénine dit très exactement ceci : « *Nous disons, notre but, c'est l'instauration du régime socialiste qui, en supprimant toute exploitation de l'homme par l'homme et d'une nation par d'autres nations, supprimera infailliblement toute possibilité de la guerre en général. Mais en combattant pour ce régime socialiste, nous serons nécessairement placés dans des conditions où la lutte de classes, à l'intérieur de chaque nation, pourra se heurter à une guerre entre différentes nations engendrée par cette même lutte de classes; aussi ne pouvons-nous lier la possibilité des guerres révolutionnaires, c'est-à-dire des guerres découlant de la lutte de classes, menées par des classes révolutionnaires et ayant une portée révolutionnaire directe et immédiate* ». Lénine, 1917, p.408. Ce texte est issu d'une conférence prononcée en mars 1917, citée par Raymond ARON, voir note 4 ci-dessous 1976, p.331).

⁹ ARON, Raymond, *Penser la guerre, Clausewitz, tome 1 : l'âge européen ; tome 2 : l'âge planétaire*, Paris, Gallimard, coll. "Bibliothèque des sciences humaines", 1976.

¹⁰ Pour aller plus loin, à la fois sur le plan philosophique et juridique : CARIO (Jérôme) : *Droit et guerre d'hier à aujourd'hui*, Lavauzelle, 2011 ; Pierre HASSNER : *Justifier la guerre*. Presses de Sciences Po, 2005, et ROUCAUTE (Yves) : *La puissance d'humanité*, François-Xavier de Guibert, 2011, puis Contemporary Bookstore, 2014, outre son livre *La puissance de la Liberté* paru en 2004. L'auteur pose d'abord la question de la légitimité de l'autorité ("auctoritas") qui engage un conflit, et elle l'est seulement quand elle répond aux devoirs envers l'humanité, et il développe ensuite, à partir de cette vision morale humaniste, une théorie des trois causalités dans les moyens, la forme et la finalité de la guerre. Ce qui autorise, en cas d'illégitimité ou de violation de ce point de vue, le droit de résistance. A partir de cette relecture, Yves ROUCAUTE développe une conception de la résistance, du droit d'insurrection, et de la guerre juste offensive reprise par les partisans du droit d'ingérence humanitaire comme ses amis Bernard Kouchner et Condoleezza Rice. Le triptyque « *peace keeping, peace making, et peace buklding* » que nous» proposons en conclusion emprunte aux conceptions de Bernard Kouchner en matière de droit d'ingérence humanitaire.